

PREMIER PARLEMENT D'ÉDUCATION AU CANADA

NOUS devons signaler à nos lecteurs le congrès d'éducation tenu à Winnipeg, à la fin d'octobre dernier, parce qu'il contient une menace à nos libertés et semble orienter le pays dans une direction dangereuse.

1500 délégués, venus de toutes les provinces, s'assemblaient pour échanger leurs vues sur la question si complexe de l'éducation. Le champ ouvert à la discussion était vaste. On aurait pu s'y maintenir avec profit, sans tenter des incursions sur un terrain réservé et chercher à empiéter sur des droits reconnus.

Comme il était d'ailleurs facile de le prévoir, la convention retentit bientôt de propositions qui ne tendaient à rien moins qu'à retirer l'éducation aux provinces pour la remettre aux mains du gouvernement d'Ottawa. Que l'uniformité scolaire, imposée et contrôlée par le pouvoir fédéral, soit le moyen le plus expéditif de fondre les diverses races et les divers cultes, nous n'y contredisons pas. Mais nous n'avons aucun goût de tenter l'expérience et de risquer nos enfants dans ce malheur national.

C'est ce que le Père MacMahon, recteur du collège de Regina, a crânement proclamé, quand il a exposé aux congressistes quelques-uns des motifs qui ne nous permettront jamais de nous mettre à la remorque d'un *bureau national d'éducation*. J'emprunte au TÉMOIN du *Patriote* les détails de l'incident.

« Mercredi après-midi, le rapport du comité des résolutions fut présenté. La seule résolution qui souleva la discussion fut celle qui recommandait d'établir un bureau central d'éducation sous le contrôle de l'État à Ottawa. La plus forte opposition vint des représentants de la province de Québec, catholiques et protestants. Le Dr Parmelee, surintendant des écoles protestantes de la province de Québec, s'opposa énergique-